

Questions au Feuilleton

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): La question du député reflète assez bien l'incohérence des députés de l'opposition. Hier, j'ai lu dans le journal que le député de York-Peel, éminent porte-parole de l'opposition en matière économique, préconisait de nouvelles réductions de dépenses pour venir à bout de l'inflation. Aujourd'hui, plusieurs députés de l'opposition me font des propositions qui visent à augmenter les dépenses publiques.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Par exemple?

M. MacEachen: J'aimerais bien actuellement pouvoir satisfaire toutes leurs demandes. Mais j'aimerais d'abord savoir comment on peut augmenter les dépenses et accroître le déficit tout en luttant contre l'inflation.

Mlle MacDonald: De toute façon, vous ne faites rien.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

ÉNERGIE DE REMPLACEMENT DU PÉTROLE

Le rapport final du comité spécial de l'énergie de remplacement du pétrole—M. Lefebvre.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

[Traduction]

LA COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

DÉPÔT DU RAPPORT DE L'ENQUÊTE

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, conformément à l'article 41(2), je désire déposer dans les deux langues officielles le texte du rapport de l'enquête relative à certaines affirmations concernant les usages commerciaux de la Commission canadienne du lait.

MOTION D'AJOURNEMENT AUX TERMES DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES CONSÉQUENCES DES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, avec l'appui du député de Broadview-Greenwood (M. Rae), je

demande l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre au titre de l'article 26 pour la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, c'est-à-dire les taux d'intérêt et le coût de la vie qui en sont au niveau le plus élevé jamais atteint dans l'histoire canadienne et qui ont ruiné des milliers de Canadiens, en particulier des propriétaires de maisons individuelles, des agriculteurs, des chefs de petites entreprises et des pêcheurs; ainsi que la nécessité pour le gouvernement d'appliquer une nouvelle politique d'intérêt étudiée au Canada qui cesse d'attiser l'inflation avec son cortège de misère pour le Canadien moyen.

Mme le Président: Le député d'Oshawa (M. Broadbent) m'a donné préavis de son intention de proposer l'ajournement de la Chambre au titre de l'article 26 pour la discussion de certains aspects de la conjoncture économique nationale, plus spécialement les taux d'intérêt.

Le député sait que pour décider du sort d'une pareille motion, la Présidence doit suivre les dispositions du paragraphe 5 de l'article en question, qui dit notamment:

En décidant si une affaire devrait être mise à l'étude d'urgence, l'Orateur devra tenir compte... de la probabilité que l'affaire soit discutée à la Chambre dans un délai raisonnable par d'autres moyens.

Dès demain et après-demain, l'opposition pourra présenter des motions à la Chambre au titre des subsides si elle en éprouve le désir.

Les députés n'ont pas oublié le long débat que la Présidence avait autorisé par application du même article les 18 et 19 décembre derniers, relativement à la situation économique canadienne, sujet à peu près identique à celui que le député veut faire mettre en discussion aujourd'hui. Il est donc évident que dans ces conditions, et sur ce sujet à caractère permanent, la Présidence ne saurait ouvrir le débat d'urgence demandé par le député.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: nos 724, 1491, 1611, 1724, 1879, 1880, 2074, 2099, 2100, 2140, 2143, 2176, 2190, 2197, 2231, 2253, 2254, 2275, 2283, 2292, 2294, 2301, 2311, 2366 et 2367.